

**Embargo :**  
**20.08.2007 à 10 heures**



**Communiqué de presse**  
Lundi 20 août 2007

## Prospérité et solidarité grâce à une fiscalité attrayante

**economiesuisse crée la transparence pour rendre le débat sur la redistribution plus serein**

L'étude « Qui finance l'État en Suisse ? » publiée par economiesuisse est le premier volet d'une analyse globale des flux de redistribution. Elle est basée sur des faits. L'étude confirme la grande solidarité induite par le système fiscal suisse et qu'on ne peut absolument pas parler de désolidarisation. Il apparaît, en outre, qu'un système fiscal compétitif et attrayant profite à tout le monde, à la fois à l'économie et à l'ensemble de la population.

Le financement de l'État est en grande partie assuré par une minorité de contribuables. En effet, les entreprises et les 20% de particuliers les plus aisés contribuent ensemble à hauteur d'environ 60% au financement de l'État, a expliqué Pascal Gentinetta, directeur désigné d'economiesuisse et responsable de la présente étude, au cours de la conférence de presse. Les 80% restants de la population y contribuent pour un peu plus d'un tiers, dont la classe moyenne fournit l'effort principal. Le reste provient de l'étranger et de la mise à contribution des générations futures à travers l'endettement.

Les entreprises contribuent le plus fortement au financement des assurances sociales publiques (AVS, AI, APG et AC), principalement en leur qualité d'employeur. Ce faisant, elles apportent une contribution considérable à la solidarité et à la sécurité sociale. Un alourdissement des charges sociales ne pourrait que nuire à la place économique suisse. Thomas Daum, directeur de l'Union patronale suisse, tire d'ailleurs la sonnette d'alarme, car la quote-part de la charge sociale a atteint un niveau critique.

La redistribution et la question de sa juste mesure ont toujours été des sujets de controverse dans le monde politique et la société, mais le débat est souvent plus idéologique que fondé sur des faits. En effet, le manque de transparence transforme souvent les débats politiques en guerres idéologiques et polarisées. L'étude doit permettre de poser les fondements d'un débat politique plus serein sur la base des éléments déterminants. Selon Gerold Bührer, président d'economiesuisse, cette étude montre clairement qu'il n'existe pas d'alternative à une politique fiscale compétitive à l'échelle internationale.

Le financement d'un État capable d'agir, notamment pour ses assurances sociales, est fondé pour une large part sur l'attrait fiscal de sa place économique. Si on applique de mauvais concepts de politique fiscale, on risque de faire partir de bons contribuables, ce qui provoquerait des pertes de recettes insurmontables. Il reviendrait alors à la classe moyenne et au segment des bas revenus d'en assumer les coûts – par des hausses d'impôts et/ou des réductions de prestations. Pour Thomas Staehelin, président de la Commission financière et fiscale d'economiesuisse, il est clair que la Suisse doit impérativement maintenir son système de concurrence fiscale qui a fait ses preuves et rapidement mettre en œuvre les réformes fiscales envisagées dans l'intérêt de l'économie.

Questions: Pascal Gentinetta, Téléphone : 044 421 35 35, [pascal.gentinetta@economiesuisse.ch](mailto:pascal.gentinetta@economiesuisse.ch)